

STATEMENT DISCOURS

SECRETARY
OF STATE
FOR EXTERNAL
AFFAIRS.

SECRÉTAIRE
D'ÉTAT AUX
AFFAIRES
EXTÉRIEURES.



86/69

Notes pour une allocution du
très honorable Joe Clark,
secrétaire d'État aux
Affaires extérieures, à la
Cinquième Conférence sur la
coopération économique avec
la région du Pacifique
Vancouver, le 16 novembre 1986

OTTAWA

Le 21 novembre 1986

Monsieur le Président, Distingués délégués, Mesdames et Messieurs. Ce continent a été découvert par des Européens qui cherchaient la route de l'Asie. Ce pays a été ouvert par des négociants en fourrures et des explorateurs se frayant un chemin jusqu'au Pacifique. C'est la construction d'un chemin de fer pour relier le reste de ce pays au Pacifique qui a fait de nous une nation transcontinentale. Ainsi, notre intérêt pour l'Asie et la région du Pacifique date d'avant la création de notre pays, et il s'accroît d'année en année. Nous sommes honorés d'accueillir ici la cinquième Conférence sur la coopération économique avec la région du Pacifique, qui recherchera des moyens par lesquels nous pouvons continuer à nous développer ensemble.

Je salue tout particulièrement les comités qui participent pour la première fois à une Conférence sur la coopération économique avec la région du Pacifique. Votre présence illustre éloquemment le renouveau d'intérêt et de participation qui marque la coopération économique avec la région du Pacifique.

Nous espérons que vous aurez tous le temps de voir Vancouver pendant votre séjour. Nous sommes naturellement fiers de la beauté et du dynamisme de cette cité, mais également de la façon dont elle reflète la nature cosmopolite de ce pays. Vous pourrez tous découvrir à Vancouver de solides éléments de vos cultures respectives, tout comme vous le pourriez dans les autres régions du Canada. Nous sommes l'un des pays les plus internationaux. Nos citoyens viennent de partout et nos politiques se font sentir partout, qu'il s'agisse du commerce, du développement, de l'investissement, de nos programmes pour les réfugiés, des déplacements de nos concitoyens, de l'enseignement ou de nos traditions.

Nous nous intéressons de plus en plus à nos relations avec la région du Pacifique. En octobre, dans le discours du Trône, Son Excellence le Gouverneur général du Canada établissait l'ordre du jour du gouvernement pour la prochaine année. Elle soulignait l'importance particulière que nous accordons à l'élargissement de nos relations économiques et commerciales avec les autres nations du Pacifique.

Dans notre politique nationale, nous reconnaissons que notre future prospérité est liée à la région du Pacifique. Songez à l'incroyable dynamisme économique de la région. Plus de la moitié du produit national brut mondial est généré par les nations du Pacifique. L'enjeu du Canada est fort clair. Il y a deux ans, notre commerce avec la région du Pacifique dépassait nos échanges outre-atlantique. Le

Japon, la Chine et la Corée ainsi que l'Australie comptent parmi nos dix principaux clients. Notre commerce avec les membres de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est a triplé ces dix dernières années. Des missions des secteurs public et privé visitent la région en plus grand nombre que jamais.

Au Canada, le commerce signifie des emplois; nous n'avons pas un grand marché intérieur qui nous permette de réaliser de bonnes économies d'échelle. Nous dépendons du commerce normalement pratiqué entre les nations du Pacifique, de l'Atlantique ou d'autres régions. Vingt-sept pour cent de notre PNB sont directement générés par les exportations. Un emploi canadien sur trois dépend d'une façon ou de l'autre du commerce.

Nous ne sommes évidemment pas les seuls à dépendre du commerce, qui est important pour tous les pays de la bordure du Pacifique; nombre de vous ici présents avez d'ailleurs généré d'importantes activités commerciales. Le commerce entre les pays de la région du Pacifique compte pour près de 40 % de l'ensemble du commerce mondial. Je suis heureux que la discussion de demain commence par un examen du commerce et de la politique commerciale.

Nous avons tous grandement intérêt à aider le monde à libéraliser le commerce. Il y a des élans protectionnistes dans chaque pays, et ces élans sont plus faciles à contrer par une action concertée. Le Canada est à la fois la victime et une source de politiques commerciales et financières restrictives. Tous les pays sont un peu dans la même situation, et font parfois preuve d'ingéniosité.

Les intérêts nationaux divergent et, bien sûr, doivent être respectés. Mais il existe aussi un intérêt international qui nous affecte tous, en tant que citoyens d'un monde de plus en plus interdépendant. C'est un Canadien qui a lancé le concept du "village planétaire". Mais nous y vivons tous et y menons tous des échanges. Nous sommes tous confrontés au défi de poursuivre nos objectifs nationaux particuliers dans un monde qui ne permet plus l'isolationnisme.

Ce dilemme a été étudié par les nations membres du GATT à la réunion de septembre à Punta del Este, qui a lancé les nouvelles négociations commerciales multilatérales d'Uruguay. Les participants ont montré une grande sensibilité dans l'étude des questions litigieuses que sont les services, le commerce des produits agricoles et les investissements liés aux échanges.

J'ai dirigé la délégation canadienne à la réunion du GATT, et j'ai été impressionné par le degré auquel la coopération dans d'autres domaines a permis à des pays ayant des intérêts différents de collaborer au lancement de la nouvelle ronde.

Il est toujours risqué de mentionner explicitement un ou plusieurs pays dans des négociations internationales, mais je pense que le succès de la rencontre en Uruguay s'expliquait partiellement par l'esprit de coopération que les nations de l'ASEAN ont donné à leur dialogue annuel. Il est certain que notre habitude de collaborer directement avec l'ASEAN nous a tous aidés à faire des progrès dans les domaines de l'agriculture et des services.

Le Canada cherche pour sa part à assouplir les règles touchant le commerce et l'investissement. Certains d'entre vous ont entendu parler de l'Agence canadienne d'examen de l'investissement étranger et se réjouiront avec nous de sa disparition. Pour démontrer l'influence qu'exerce concrètement une politique, l'investissement étranger au Canada a atteint 4,7 milliards \$ dans les six premiers mois de 1986 comparativement à 5,4 milliards \$ pendant toute l'année 1985. On a donc bien compris que nous avons réduit sensiblement nos limites à l'investissement étranger.

En matière de commerce, nous avons entamé des négociations avec notre plus important partenaire commercial, les États-Unis, pour tenter d'obtenir une libéralisation des échanges entre nos deux pays. Ce même esprit nous mène à jouer un rôle actif dans les nouvelles négociations du GATT et, bien sûr, tout arrangement entre le Canada et les États-Unis sera pleinement conforme à nos obligations envers le GATT. L'histoire nous enseigne qu'une bonne négociation commerciale entre le Canada et les États-Unis peut sensiblement renforcer le GATT.

Il y a cinquante ans, les États-Unis vivaient une phase protectionniste. La loi Smoot-Hawley était adoptée, et une politique américaine insulaire plongeait le monde dans la dépression. Cette tendance destructrice a été brisée par un accord bilatéral conclu entre nos deux pays en 1938. C'était le commencement d'une libéralisation de notre commerce bilatéral. Cet accord a jeté les fondements du GATT, tout comme un nouvel accord entre le Canada et les États-Unis pourrait aider à enrayer cette nouvelle vague d'isolationnisme américain et favoriser par conséquent le développement d'un système commercial mondial plus libéral.

Bien sûr, une économie nord-américaine plus forte et plus dynamique élargirait les débouchés de tous nos partenaires commerciaux, y compris les dynamiques économies du bassin du Pacifique. Un nouvel accord de commerce avec les États-Unis pourrait offrir aux investisseurs au Canada un accès garanti à un marché de plus de 275 millions de personnes.

Notre Stratégie nationale du commerce recense clairement la région du Pacifique comme une région prioritaire. Elle a entraîné des mesures concrètes de notre part, comme l'ouverture de nouveaux bureaux à Auckland, à Osaka et à Shanghai. Il m'a fait grand plaisir de visiter personnellement plusieurs pays de la région, et j'en ai profité pour promouvoir activement le commerce et l'investissement; j'y ai aussi vécu les expériences plus étonnantes qui attendent un ministre des Affaires étrangères.

Mon collègue, le ministre du Commerce extérieur, qui représente cette ville au Parlement et qui est née à Shanghai, attache bien sûr une grande priorité à nos relations avec la région du Pacifique, tout comme notre Premier ministre, qui a visité le Japon, la Chine et la Corée en mai après le Sommet économique de Tokyo.

Nous participons aux Conférences sur la coopération économique avec la région du Pacifique depuis que le processus a été lancé à Canberra, en 1980. J'ai fondé le Comité national canadien de la coopération économique avec la région du Pacifique en octobre de l'an dernier, et plusieurs illustres Canadiens du monde des affaires, du milieu universitaire et du secteur public siègent à ce Comité. Vous comprendrez ma fierté lorsque je vois avec quel dévouement Eric Trigg, ses collègues et son impressionnante équipe de bénévoles contribuent à garantir le succès de cette conférence. Je félicite également M. Trigg et le Comité national canadien pour avoir sensibilisé les Canadiens à l'importance de la coopération économique avec la région du Pacifique.

L'intérêt pour la coopération économique avec la région du Pacifique s'est intensifié, non seulement au Canada, mais ailleurs dans la région du Pacifique, surtout depuis l'excellente réunion organisée par la Corée l'an dernier. Pour que la coopération économique avec la région du Pacifique soit vraiment un succès, nous croyons que les six nations qui comprennent l'ASEAN doivent être complètement engagées dans le processus. Et j'espère que la présence de M. Subroto à la table d'honneur ce soir ainsi que la première participation de Brunei augurent bien pour

l'avenir. Tout comme bien sûr la présence de M. Thanat Khoman, qui s'efforce depuis si longtemps de promouvoir la coopération entre pays asiatiques de la région du Pacifique.

Je comprends que les membres de l'ASEAN craignent que la coopération économique avec la région du Pacifique n'atténue le rôle de l'Association. Nous croyons plutôt que le processus de coopération économique avec la région du Pacifique peut compléter les objectifs de l'ASEAN. Les groupes de travail sur la politique commerciale, les pêches et l'investissement donnent une unique possibilité d'influencer le grand processus de coopération entre nations de la région du Pacifique. Il est certain que notre engagement envers l'ASEAN ne sera pas affaibli par une plus grande participation à ce processus, et je suis sûr qu'on peut dire la même chose des autres gouvernements nationaux. Nous croyons que ce n'est qu'avec le plein appui de l'ASEAN que le processus de coopération économique avec la région du Pacifique pourra réaliser son plein potentiel.

La croissance économique des nations du Pacifique a été remarquable. Elle peut être attribuée à l'approche de marché adoptée par la majorité des pays de la région, ainsi qu'à leur stabilité politique. Le commerce et l'économie ne peuvent se développer dans un climat envenimé par les conflits ou par trop de contrôles gouvernementaux.

C'est dans cet esprit que votre Comité permanent a accepté qu'un agent de l'ambassade soviétique participe à cette réunion à titre d'observateur. Nous avons tous été fort intéressés par le discours du Secrétaire général Gorbachev à Vladivostok. L'Union soviétique a une possibilité unique de concrétiser certaines des intentions déclarées dans ce discours en faisant une contribution positive aux objectifs de coopération économique avec la région du Pacifique que s'est donnés cette Conférence. Une collaboration économique positive dans la région pourrait permettre de juger des intentions à long terme de l'Union soviétique concernant les nations de la région du Pacifique. Les participants à cette Conférence suivront sans doute les développements qui surviendront d'ici notre prochaine réunion à Osaka. Les gouvernements nationaux, dont le mien, feront la même chose.

J'ai lu et j'endosse la déclaration sur la coopération avec la région du Pacifique qui a été approuvée par le Comité permanent. Elle illustre l'évolution de la coopération économique avec la région du Pacifique et reconnaît que le processus doit être un peu plus structuré. Jusqu'à maintenant, nos réalisations ont été ponctuelles. Mais le

moment est venu de songer à créer un petit secrétariat permanent ou semi-permanent et de trouver une source de financement plus stable pour les groupes de travail. Tout mécanisme envisagé devrait être modeste, et pouvoir être réévalué après une période d'expérimentation; il devrait également être financé par les secteurs privé et public et prévoir des contributions de tous les pays membres.

Votre programme de travail est impressionnant, et je félicite tous ceux d'entre vous qui ont travaillé à sa préparation. Je sais que la force motrice de tous vos efforts touchant la coopération économique avec la région du Pacifique est votre vision commune d'un développement des pays en bordure du Pacifique par la coopération économique.

Nous devons tous remercier particulièrement ceux qui font oeuvre de pionniers, ceux qui mettent en oeuvre des initiatives. Nous devons une immense dette à ceux qui, à Canberra comme avant et depuis la réunion de Canberra, ont donné vie et substance à la coopération économique avec la région du Pacifique. Nous sommes maintenant prêts à poursuivre sur cette lancée.

Le Canada entend certainement recruter bien d'autres adeptes de la cause de nos relations avec la région du Pacifique, et continuer à élargir les rangs des politiciens, des universitaires, des leaders du monde des affaires et des spécialistes pour lesquels la région du Pacifique est une priorité canadienne.

Ce fut pour moi un honneur de vous rencontrer ici ce soir. Je suis fier que le Canada accueille cette Conférence, et je vous souhaite le meilleur succès.

Je vous remercie.